



SYNDICAT
DES ÉDITEURS
DE LA PRESSE
MAGAZINE



Communiqué

Règlement ePrivacy : les orientations prises par les Eurodéputés hier sont dangereuses pour la pérennité de la presse

20 octobre 2017

Les éditeurs de presse, représentés par le SPQN, l'UPREG, le SEPM, la FNPS et le SPHR s'inquiètent du projet de règlement « ePrivacy » adopté hier par la commission « Libertés civiles, Justice et Affaires intérieures » (LIBE) du Parlement européen.

En l'état, le projet ePrivacy, qui sera donc présenté au vote en Assemblée plénière du Parlement européen, **ne peut qu'affaiblir les entreprises de presse et la diffusion d'informations de qualité, tout en renforçant l'hégémonie des leaders mondiaux du web, sans apporter la protection nécessaire des internautes.**

Le règlement ePrivacy prévoit que les internautes donnent leur consentement pour le recueil de leurs comportements de navigation, non plus sur chaque site consulté, mais d'une manière globale, dès leurs premières connexions à internet, par ses portes d'entrées générales, que sont les navigateurs ou les interfaces détenus par les grands acteurs technologiques mondiaux. Une telle évolution ne permet pas à chaque internaute de décider en conscience de la relation qu'il souhaite entretenir avec chacun des sites qu'il visite.

Il prive les entreprises de presse de la connaissance de leurs lecteurs avec lesquels ils entretiennent un lien de confiance, et interrompt leur capacité de développement dans l'univers digital. Alors que la diffusion d'informations de qualité est plus que jamais un enjeu central dans l'univers numérique, face notamment à la multiplication des « *fake news* », le texte met en danger la production de contenus par des équipes de journalistes professionnels financés par des entreprises de presse : c'est le rôle essentiel de la presse dans la vie démocratique européenne qui est ainsi en cause.

Le projet « ePrivacy », confie la gestion des données en ligne aux seuls leaders technologiques mondiaux qui captent aujourd'hui 79 % du marché de la publicité digitale et 85 % de sa croissance, Ce faisant, il leur fournit les clefs de l'internet européen et de son modèle économique.

Et, contrairement à l'objectif poursuivi, le projet réduit la protection de la vie privée des internautes puisqu'il favorisera la croissance des seuls univers « logués », aux premiers rangs desquels ceux de Facebook et Amazon, dont la gestion des données personnelles pose question.

S'il est légitime que chaque internaute soit sécurisé sur ses données personnelles dans l'univers digital, la solution envisagée par ePrivacy n'est pas adaptée.

Les éditeurs de presse appellent l'intervention du Gouvernement français, afin qu'au sein du Conseil de l'Union et conjointement avec les gouvernements des autres Etats membres, soient développées des solutions adaptées à la préservation d'un débat démocratique de qualité, la protection des internautes, et l'émergence d'une économie digitale européenne.

**Syndicat de la Presse Quotidienne Nationale (SPQN) – 15, rue La Fayette 75009 Paris
Union de la Presse en Région (UPREG) – 1, boulevard Victor 75015 Paris
Syndicat des Editeurs de la Presse Magazine (SEPM) – 44, rue Cambronne 75015 Paris
Fédération Nationale de la Presse d'Information Spécialisée (FNPS) – 17, rue Castagnary 75015 Paris
Syndicat de la Presse Hebdomadaire Régionale (SPHR) – 72, rue d'Hauteville 75010 Paris**